



HONGRIE

LA RADICALISATION DE LA DROITE CONSERVATRICE

#3

Officiellement l'extrême droite n'est pas au pouvoir en Hongrie. Dirigé par le Fidesz, acronyme de l'ancienne Alliance des jeunes démocrates. Si à l'origine le Fidesz est un mouvement d'étudiants progressistes ce dernier s'est transformé en mouvement de droite conservatrice puis nationaliste. Ainsi le glissement vers un nationalisme xénophobe s'opère en Hongrie. Ce qui fait de ce pays une terre fertile pour l'extrême droite de la base jusqu'au sommet de l'Etat.

Quand l'exécutif passe du conservatisme au nationalisme.

Les deux décennies qui ont suivi le démantèlement du rideau de fer et la proclamation de la nouvelle république le 23 octobre 1989, ont vu une alternance gauche droite qui a pris fin avec l'arrivée du Fidesz au pouvoir le 29 mai 2010. Depuis, la Hongrie est dirigée par Viktor Orbán, son premier ministre qui a entamé son troisième mandat d'affilé en 2018 (âgé de 35 ans, il avait déjà occupé ce poste de juillet 1998 à mai 2002). Pour Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS, Viktor Orbán incarne "cette droite conservatrice qui s'est radicalisée". Effectivement si le Fidesz se plaçait initialement au centre droit de l'échiquier politique force est de constater qu'avec ses positions anti-immigration, anti-islam, euro-pessimiste, il a très largement glissé sur la droite.

La mainmise du Fidesz sur le pouvoir depuis 2010 peut s'expliquer par la démobilisation de l'électorat du Parti socialiste. En effet en 2006 un enregistrement du premier ministre socialiste hongrois de l'époque, Ferenc Gyurcsany, à la tête d'une coalition sociale-libérale, avait déclenché une vague de manifestations devant le siège de la télévision hongroise. Dans cet enregistrement il reconnaissait avoir menti sur les réformes drastiques qu'il préparait après les élections.

S'il y a bien une extrême droite parlementaire en Hongrie elle est incarnée par le Jobbik, (Mouvement pour une meilleure Hongrie) qui est devenu la deuxième force politique en Hongrie après les élections législatives de 2018. Ce parti, dirigé par Gabor Vona depuis 2006, vient de changer de président. C'est maintenant Tamás Sneider qui occupe le poste. Vice-président du parlement Hongrois en 2014, il a aussi commencé sa carrière politique dans le mouvement skinhead sous le pseudo de Roy dans la région d'Eger, au nord de la Hongrie. Rien d'étonnant à ce que ce parti et sa milice, la garde hongroise terrorisent la population et plus particulièrement les Roms, les LGBT et les SDF.



en bref



POPULATION : **10 M d'habitants**



PRINCIPALES FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE

FIDESZ / au départ, parti de la droite conservatrice

JOBBIK / parti d'extrême-droite tendance néo-nazi



SCORE AUX EUROPEENNES 2014 :

Fidesz - **51,5 %** = Jobbik - **14,7 %** ↑



PERSONNALITES POLITIQUES :

Victor Orbán (Fidesz)

Tamás Sneider (Jobbik)

Si Viktor Orbán, surnommé «Viktator» par ses opposants, et son parti le Fidesz se démarque du Jobbik il n'hésite pas à aller piocher dans son programme. Pour le Chercheur franco-hongrois Ludovic Lepeltier-Kutasi : Ces dernières années, le Fidesz est devenu un parti d'extrême droite tandis que le Jobbik, s'est recentré. Pour lui, les «électeurs historiques du Fidesz sont passés au Jobbik parce qu'il représente maintenant pour eux un vote respectable, tandis que des fidèles du Jobbik ont rejoint le Fidesz parce que leur formation n'est selon eux plus assez radicale. Le Fidesz était un parti de l'élite urbaine budapestoise conservatrice dans les années 1990 qui s'est «provincialisé» petit à petit».

Chute du mur et retour des vieux démons.

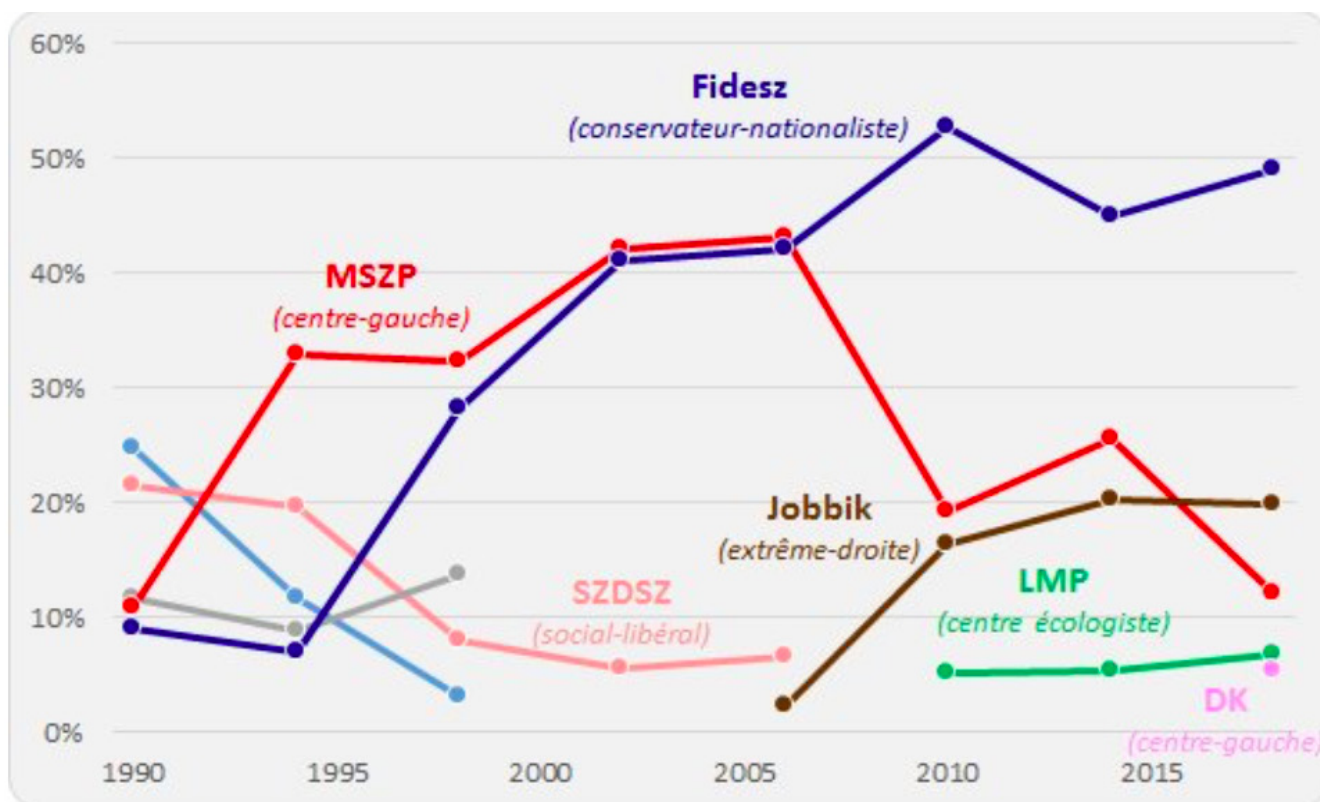
L'occupation soviétique qui a suivi la seconde guerre mondiale a calmé les ardeurs antisémites qui ont caractérisé la Hongrie durant la seconde guerre mondiale où le parti des croix fléchées de Ferenc Szalasi, un mouvement fondé en 1939, transposition hongroise du nazisme, collabora activement à l'extermination des Juifs et des Tziganes. Ce positionnement au côté des nazis peut s'expliquer par le redécoupage des frontières qu'a connu la Hongrie, après la première guerre mondiale. Ainsi le traité de Trianon de 1920 déposséda la Hongrie des deux tiers de son territoire tandis qu'un tiers de sa population se retrouvèrent en dehors des nouvelles frontières. Ci-bien que des minorités hongroises se retrouvent à l'étranger (Serbie, Roumanie, Slovaquie...).

Dès la chute du mur de Berlin les symboles nostalgiques de la «grande Hongrie» ressurgissent, et avec eux les violences contre les Roms, les homosexuels et les SDF sont reparties de plus belle. Ainsi, une loi adoptée en octobre 2018, interdit aux SDF de dormir dans la rue et autorise la police à démanteler les abris

de fortune. Avec 20 000 sans-abris recensés et 11 000 places d'hébergement cette loi garantit surtout aux SDF de pouvoir être régulièrement harcelés par les forces de l'ordre.

Pour les homosexuels l'arrivée du Fidesz au pouvoir a aggravé la situation. En Hongrie, comme dans d'autres pays de la communauté européenne, les homosexuels n'ont toujours pas le droit au mariage ni à l'adoption. Les violences de l'extrême droite envers les LGBT bénéficient de l'impunité du pouvoir ce qui a permis de libérer la parole homophobe en Hongrie. Ce fut le cas en 2015 quand le maire de Budapest, Lelstván Tarlós, qualifia la marche pour les droits des

de blessés). Trois d'entre eux ont été condamnés en janvier 2016 à la perpétuité pour «crimes de haine et racistes commis avec une extrême cruauté». Mais les violences et les humiliations ne se sont pas stoppées pour autant. Le 5 août 2012, à Devecser, un village de l'ouest de la Hongrie, s'est tenue une manifestation réunissant plus de 700 personnes ayant des liens avec des groupes d'extrême droite. Rassemblée devant les maisons des familles Roms, la foule a crié des insultes et menacé de mettre le feu aux maisons. Les policiers présents sur place se sont contentés d'observer la scène. Exposés à de multiples formes de discrimination, les Roms subissent des violences qui ne sont pas condamnées par l'Etat au contraire, le



LGBT de «contre-nature et repoussante». En juillet 2018 la marche des fiertés a été menacée par un groupuscule d'extrême droite «Notre patrie», une branche dissidente du parti d'extrême droite Jobbik, qui avait appelé à interdire la Gay Pride. Rien ne garantit qu'elle puisse se tenir en 2019.

Aujourd'hui, la communauté Roms est certainement celle qui est la plus menacée par l'extrême droite. Un pic de cruauté a été atteint en 2009 où un commando de quatre hommes est arrêté après avoir assassiné et blessé des Roms dans plusieurs régions (six morts, dont un garçonnet de 5 ans qui a reçu 17 balles, et une cinquantaine

Résultats électoraux des différentes formations politiques hongroises depuis 1990.

Fidesz les légitime. Des insultes racistes sont régulièrement proférées dans les médias proches du pouvoir quand ce n'est pas dans la bouche de ceux qui sont aux responsabilités, comme ce fut le cas quand, en 2013, Zsolt Bayer, un journaliste proche de Victor Orbán puisqu'il a été l'un des fondateurs du Fidesz, a qualifié les Roms d'«animaux [...] indignes de vivre parmi les êtres humains». Si l'anti-tsiganisme et l'antisémitisme sont depuis longtemps largement répandus dans la société hongroise la crise des migrants durant l'été 2015 est venue en rajouter à la haine raciste.

Orbán et sa guerre contre l'immigration et les ONG.

Dans un discours prononcé début février 2018, Victor Orbán a déclaré : «Nous ne voulons pas être un pays cosmopolite. Nous voulons rester comme nous étions il y a 1 100 ans, ici dans le bassin des Carpates» et de rajouter «Les migrations et les déplacements massifs de population sont des phénomènes mauvais et dangereux, dont nous ne voulons pas faire partie». L'hostilité viscérale du premier ministre à l'égard de l'accueil de réfugiés, l'avait déjà amené à ériger une clôture de barbelés sur les 175 km de la frontière hungaro-serbe durant l'été 2015, puis sur la majeure partie de la frontière hungaro-croate. A la suite de quoi, le 7 mars 2017, le parlement avait adopté une loi permettant la mise en détention systématique des migrants en attente d'une décision définitive concernant leur demande d'asile dans deux camps fermés installés à la frontière serbe, à Röszke et à Tompa. Et le premier ministre avait rajouté dans un meeting que «que les migrants sont le cheval de Troie du terrorisme». Et pour que l'orientation politique xénophobe de la Hongrie soit encore plus claire le gouvernement a remis la distinction de chevalier de l'Ordre du mérite au sulfureux Zsolt Bayer. Ce dernier avait déjà largement contribué au climat de haine raciste vis-à-vis des réfugiés en écrivant que : «L'Europe doit se libérer par les armes de cette horreur. La race blanche est menacée».

En plus des discours vindicatifs contre l'accueil de migrants extra européens le gouvernement a fait adopter une série de mesures durcissant la politique migratoire du pays. En juin 2018, la Hongrie a adopté un ensemble de lois rendant passible de poursuites pénales l'aide aux migrants, s'attaquant directement aux ONG en instituant une peine allant jusqu'à un an de prison pour toute personne portant assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen, si la vie de l'intéressé n'est pas immédiatement en danger. Toujours dans une logique de chasse aux ennemis de l'extérieur, le Parlement a adopté la création d'une taxe de 25% sur les ONG soupçonnées de venir en aide aux migrants. Cela a été complété par une modification de la loi Fondamentale (constitution hongroise) stipulant qu'aucune instance ne peut porter atteinte à «la composition de la population» hongroise. Cette disposition rend ainsi inconstitutionnelle l'imposition de quotas de migrants par l'Union européenne.

Démocratie illibérale et menaces sur l'état de droit.

En plus de traiter les réfugiés de manière inhumaine, les mandats successifs de Victor Orbán se sont aussi traduits par un recul considérable sur le terrain de l'Etat de droit en Hongrie. Ainsi un rapport soumis au parlement européen en juillet 2018 est venu épingle le gouvernement Orbán sur bon nombre de faits violant les valeurs sur lesquelles l'Union Européenne est fondée. Du point de vue de la séparation des pouvoirs, le constat est fait que l'indépendance de la justice a été drastiquement réduite puisque la cour constitutionnelle s'est vue retirer ses prérogatives en matière de modification de la loi Fondamentale.

L'indépendance de la presse est sérieusement menacée car de plus en plus muselée. Aujourd'hui la majorité des quotidiens régionaux se retrouve aux mains d'amis du premier ministre. A titre d'exemple, en 2016, Nepszabadsag, le principal quotidien d'opposition, a été repris par des proches du Premier ministre après avoir été mis brutalement en faillite. A cela vient se rajouter de l'entrave puisque dorénavant le président de l'Assemblée nationale a tout pouvoir pour accrédiiter sa guise les journalistes autorisés à couvrir le parlement hongrois.

A côté de cela, le clientélisme et la corruption s'étendent notamment dans les offres de marchés publics. Ainsi l'Office européen de lutte antifraude a notamment constaté que 35 contrats d'éclairage public avaient été accordés à la société contrôlée par le gendre de Viktor Orbán. Ce genre d'attribution étant facilité par le fait qu'en 2016 par exemple, la part des marchés attribués à l'issue de procédures de marchés publics qui n'ont fait l'objet que d'une seule offre s'élevait à 36%. Ainsi le népotisme s'étend puisque les personnels des cours de justice, des agences d'évaluation de l'Etat, des médias publics, des universités, des institutions culturelles... sont nommés, pour une durée indéterminée, par le gouvernement. Dès lors rien d'étonnant à ce que Viktor Orbán soit le premier dirigeant européen à se revendiquer de la démocratie illibérale.

Ce concept a été défini par le journaliste américain Fareed Zakaria comme un régime qui respecte formellement les élections et le multipartisme tout en érodant l'Etat de droit. C'est-à-dire une démocratie sans libéralisme politique autrement dit sans contres pouvoirs.

Orbán versus l'europe.

Le 20 mars 2019, pour faire suite aux dérapages de Viktor Orbán contre Bruxelles ou l'immigration, la droite européenne fédérée dans le groupe parlementaire du Parti populaire européen (PPE), réunissant notamment la CDU de la chancelière allemande Angela Merkel ou les Républicains de Laurent Wauquiez, a décidé de suspendre le Fidesz de ses rangs (décision prise à la quasi-unanimité avec 190 pour, 3 contre). Cela pour une durée indéterminée. Le PPE ayant vu la goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans la campagne d'affichage de Viktor Orbán contre le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker et le milliardaire américain juif d'origine hongroise, George Soros. Mais si ces affiches ont été retirées cela n'a pas calmé Orbán qui a fait décorer deux personnalités ouvertement antisémites le week-end précédent.

Le Jobbik

L'Alliance des jeunes de droite - Mouvement pour une meilleure Hongrie ou Jobbik, est un mouvement politique d'extrême-droite proche de la tendance néo-nazie. Fondé en 2003, il atteint très vite des résultats électoraux importants qui vont peser sur les orientations du Fidesz. En 2018, aux législatives, il obtient plus de 19% des voix ce qui en fait la 2^{de} force politique du pays. En 2009 la Garde Hongroise, bras armé du Jobbik a été dissoute.

La résistance s'organise.

Depuis décembre 2018, la résistance s'organise surtout à Budapest. Syndicats et ONG s'opposent à deux nouvelles lois sur le droit du travail qu'ils qualifient d'«esclavagiste». En effet ces lois permettent aux chefs d'entreprise de pouvoir exiger de leurs employés jusqu'à 400 heures supplémentaires par an, soit l'équivalent de deux mois de travail. La rémunération de ces heures pouvant attendre jusqu'à trois ans...



Victor Orbán

Il est Premier ministre de Hongrie de **1998 à 2002** et **depuis 2010**. Il s'engage en politique à vingt-quatre ans contre le régime communiste, puis **participe à la fondation du Fidesz-MPSZ**, un parti chrétien-démocrate dont **il prend la tête en 1993**. Il est député à l'Assemblée nationale depuis 1990. Reconduit pour un troisième mandat à la suite des élections de 2014, puis en 2016, il promeut **l'illibéralisme**, prône les racines chrétiennes de l'Europe et s'oppose violemment à l'immigration, déclarant défendre l'État-nation. A partir de la question migratoire il tente d'imposer son leadership en Europe-orientale. **Cela coïncide avec la renaissance du groupe de Visegrád**, regroupant de façon informelle **la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie**. Il est la personnalité ayant exercé le plus longtemps la fonction de Premier ministre de Hongrie au **XXe siècle**.

Même si le taux de syndicalisation est faible en Hongrie, le 19 janvier 2019, pour la première fois depuis la chute du mur de Berlin, les syndicats ont appelé à une grève nationale. Si cette mobilisation vient enfin écorner le tout puissant Orbán rien ne dit que celui qui se réclame de la démocratie illibérale acceptera de lâcher un peu des rênes du pouvoir qu'il s'est évertué à garder fermement dans ses mains.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.